



LIMOGES

ARTS DU FEU
ET INNOVATION

Le mercredi 6 juillet 2022

Commission Communale de Sécurité

CHU de Limoges – Hôpital Jean Rebeyrol
Monsieur Jean-Christophe ROUSSEAU
2, avenue Martin Luther King
87000 LIMOGES

Affaire suivie par :
Mme Delphine DELORME
Tél. 05.55.10.56.36

OBJET : AT n° 087 085 22 T 0060 – Maison de l'autisme et des troubles TND
LIEU : 22, rue Mirabeau

Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, pour attribution, l'autorisation d'aménager l'établissement cité en objet, assortie d'observations de la part des Commissions de sécurité et d'accessibilité.

Vous en souhaitant bonne réception,

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Marc BIENVENU
Conseiller Municipal Délégué

Pièces jointes :

- procès-verbal de réunion de la Commission communale de sécurité en date du 30 juin 2022,
- procès-verbal de réunion de la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées en date du 20 juin 2022.



LIMOGES

ARTS DU FEU
ET INNOVATION

Autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public

Vu la demande d'autorisation de travaux N° 087 085 22 T 0060,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles L.111-8 et L.122-1, R.111-19-13 à R.111-19-26, R.123-22 et R.122-11-1 à R.122-11-6,

Vu l'avis favorable émis le 30 juin 2022 par la Commission Communale de sécurité,

Vu l'avis favorable émis le 20 juin 2022 par la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées,

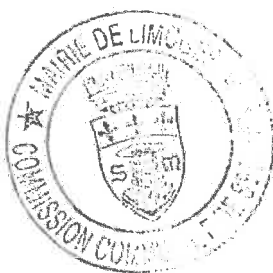
Les travaux d'aménagement d'une maison de l'autisme et des troubles TND (Troubles du Neuro-Développement) – 22, rue Mirabeau sont autorisés dans le respect des observations émises par les Commissions de sécurité et d'accessibilité.

Classement de l'établissement : PE de type U de la 5^{ème} catégorie.

L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation relatives à la sécurité contre l'incendie et aux règles d'accessibilité aux personnes handicapées.

Tous les travaux qui entraînent une création, un aménagement ou une modification doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation administrative.

Fait à Limoges, le 5 juillet 2022



Marc BIENVENU
Conseiller Municipal Délégué



LIMOGES

ARTS DU FEU
ET INNOVATION

Secrétariat Commission communale de sécurité

DIRECTION DE LA SECURITE
DE LA PREVENTION
ET DE LA SALUBRITE

**PROCES-VERBAL DE REUNION
DE LA COMMISSION COMMUNALE DE SECURITE
DE LIMOGES**

La commission communale de sécurité de Limoges s'est réunie le jeudi 30 juin 2022

MEMBRES:

- | | |
|----------------|----------------------|
| - M. BIENVENU | , Président |
| - M. DAUDE | , SDIS 87 |
| - Mme PLANCHON | , Agent de la mairie |

Etude de dossier : Maison de l'Autisme et des Troubles TND (Troubles du Neuro-Développement)

Adresse : 22, rue Mirabeau

AT N° 087 085 22 T 0060

Demandeur : CHU de Limoges – Hôpital Jean Rebeyrol, représentée par Monsieur Jean-Christophe ROUSSEAU
– 2, avenue Martin Luther King 87000 LIMOGES

Description du projet : Travaux de réhabilitation et d'aménagement d'un bâtiment en Maison de l'Autisme et des Troubles TND

Classement de l'établissement: PU – Catégorie : 5^{ème}

Documents présentés pour étude :

- CERFA 13824*04,
- Notice de sécurité,
- Notice d'accessibilité
- Plans.

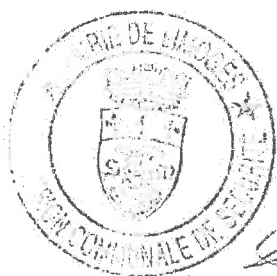
Règlementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation : articles L 111.8 ; R 111.19.13 ; R 111.19.14 ; R 111.19.25
- Code la Construction et de l'Habitation : articles R 123.1 à R 123.55
- Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relative à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité
- Arrêté ministériel du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et instructions techniques annexées
- Arrêté ministériel du 22 juin 1990 modifié portant approbation des dispositions complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. de 5^{ème} catégorie

Prescriptions :

Le projet doit respecter les dispositions de la notice de sécurité jointe au dossier et n'appelle aucune observation.

Après débat, la Commission Communale de Sécurité émet un avis favorable aux travaux de réhabilitation et d'aménagement d'un bâtiment en Maison de l'Autisme et des Troubles TND (Troubles du Neuro-Développement) – 22, rue Mirabeau.



Le Président,
Marc BIENVENU



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MAIRIE DE LIMOGES
REÇU LE

23 JUIN 2022

COMMISSION COMMUNALE
DE SECURITE

**Direction
Départementale des
Territoires**

Procès-Verbal

service ingénierie des territoires
unité accessibilité

Réunion de la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées

La Sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées s'est réunie le lundi 20 juin 2022 à 14 h 05 afin de procéder à l'étude de dossier d'Établissement Recevant du Public.

Liste des présents

Organismes	Présents (noms)
PRESIDENT	Mme BABIN-MANOUX
D.D.T	Mme BABIN-MANOUX
D.D.E.T.S-P.P	Avis écrit
MAIRIE	Avis écrit
F.N.A.T.H.	Mme BOURDIER
A.P.F. France Handicap	Mme OLLIVON
P.E.P.	Mme JARRAUD
A.P.S.A.H	M. BORDE
Conseil régional	Excusé
Fédération Hospitalière	Absent
C.C.I.	M. NOILHETAS

OBJET :

**Aménagement d'une maison de l'autisme et des troubles TND
22, rue Mirabeau à Limoges**

Réglementation concernant l'accessibilité :

- Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 162-8 à R. 164-6
- Arrêté du 20 avril 2017 (ERP neufs)
- Arrêté du 8 décembre 2014 modifié (ERP cadre bâti existant)

AT 08522T0060

Le représentant de la D.D.T. donne connaissance de son rapport sur l'accessibilité.

La commission examine en particulier les pièces complémentaires reçues le 14 juin 2022.

Elle formule les observations suivantes :

1. Cheminements extérieurs - stationnement

Les places adaptées seront horizontales au dévers près inférieur ou égal à 3 %, repérées par un marquage au sol ainsi qu'une signalisation verticale et raccordées sans ressaut de plus de 2 cm au cheminement piéton.

Elles devront présenter des dimensions réglementaires de 3,30 m x 5 m.

2. Accès

Les portes vitrées seront repérables, ouvertes comme fermées, à l'aide d'éléments visuels contrastés par rapport à l'environnement immédiat, visibles de part et d'autre de la paroi vitrée. Il est recommandé de disposer des motifs à l'intérieur de deux bandes situées à une hauteur de 1,10 m et de 1,60 m.

La durée et le système d'ouverture devront permettre le passage de personnes à mobilité réduite et être conçus pour pouvoir détecter des personnes de toutes tailles.

3. Accueil

Conformément aux dispositions des articles 5 et 11 de l'arrêté du 8 décembre 2014 modifié, le meuble d'accueil devra comporter une partie adaptée présentant les caractéristiques suivantes : une hauteur maximale de 0,80 m, un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant.

4. Bureaux et Accueil

Conformément à l'article 11 de l'arrêté du 8 décembre 2014 modifié, les bureaux devront être équipés de mobilier comportant une partie adaptée présentant les caractéristiques suivantes : une hauteur maximale de 0,80 m, un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant son utilisation par une personne en fauteuil roulant ou de petite taille et un espace d'usage de 0,80 m x 1,30 m devant.

Cet espace sera aménagé de manière à disposer de l'espace de manœuvre de porte et d'un espace de demi-tour, libres de tout équipement.

En cas de présence de tables de soin, elles devront être réglables en hauteur et disposée d'un espace d'usage latéral pour permettre le transfert d'une personne en fauteuil.

5. Centre de documentation / Salles de réunion / Salle détente

Chaque salle devra disposer de deux emplacements adaptés jusqu'à 50 places et d'un emplacement supplémentaire par tranche de 50 places en sus accessibles par un cheminement praticable.

Les tables devront posséder un vide en partie inférieure permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant. Les pieds de table ne devront pas représenter un obstacle à l'approche et à l'usage par une personne circulant en fauteuil roulant (approche au plus près du plateau possible).

6. Ascenseur

L'ascenseur installé devra respecter les dispositions décrites au I de l'article 7.2 de l'arrêté du 8 décembre 2014 modifié. Les spécifications de la norme NF EN 81-70 :Mai 2018 sont réputées satisfaire à ces exigences.

7. Escalier

La première et la dernière marches seront pourvues d'une contremarche d'une hauteur minimale de 0,10 m, visuellement contrastée par rapport à la marche.

Les nez de marches seront contrastés visuellement par rapport au reste de l'escalier et non glissants.

En haut de l'escalier, une bande d'éveil de la vigilance sera installée à 0,50 m ou un giron de la première marche.

Conformément aux dispositions de l'article R164-6 du code de la construction et de l'habitation, l'exploitant de tout établissement recevant du public élabore le registre public d'accessibilité prévu à l'article L164-1. Celui-ci précise les dispositions prises pour permettre à tous, notamment aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap, de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement a été conçu.

La Sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées émet un avis **favorable** à la réalisation de ce projet en demandant le respect des prescriptions énoncées.

La présidente,



Céline BABIN-MANOUX

